

PUBLICATION
DU
CERCLE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DE L'ARRONDISSEMENT DE ROUEN

RAPPORT
SUR LES
TRAVAUX & LA MARCHÉ DU CERCLE
depuis le 25 août 1868

LU
Dans la dernière Assemblée générale du 7 février 1869

SUIVI
DE
COMPTÉ-RENDU MORAL & MATÉRIEL DE LA GRÈVE
de NOTTEVILLE-LÈS-ROUEN

*Je ne sais comment cela se fera,
mais cela sera, puisque c'est écrit.*
F. J. PROUDHON.
Révolution au XIX^e siècle.

Prix : 30 centimes.

AUX LECTEURS

Les lois sur la Presse ne permettant pas aux Ouvriers, ainsi qu'à tout autre Citoyen, de publier leurs pensées sans déposer une caution s'élevant, pour Rouen, au chiffre énorme de douze mille cinq cents francs, nous nous voyons dans la nécessité, pour faire connaître aux intéressés la marche du mouvement économique dans l'arrondissement, de recourir à la publication onéreuse d'une brochure dont la matière, traitée au point de vue économique, exige un timbre de 4 centimes par feuille isolée mesurant 32 décimètres carrés, et nous force conséquemment à la livrer à un prix au-dessus de sa véritable valeur.

Il est probable que les choses ne se passeraient pas ainsi, si l'élément ouvrier faisait son entrée dans les corps délibérants, et qu'alors chaque Citoyen pourrait publier librement sa pensée sans toutes ces entraves fiscales; ce qui n'empêcherait pas, pour cela, l'administration de veiller au maintien de l'ordre et au respect des droits de chacun.

Nous pouvons donc affirmer que si le Travail balançait l'influence du Capital dans les Conseils supérieurs de la nation, les Droits de Tous seraient mieux défendus.

Pour le Cercle :

Le Secrétaire de Correspondance,

E. AUBRY.

tutelle et de tout patronage; ce dernier point est le signe caractéristique du mouvement social de notre époque et qui prouve que partout il existe dans le prolétariat une élite capable d'empêcher nos adversaires de nous ravir les conquêtes qu'avec tant de peines nous avons obtenues depuis quelques mois.

Sur tous les points du continent, le principe sauveur qui nous débarrassera de toutes entraves, *la Solidarité des peuples*, au point de vue économique, se développe sur une grande échelle; pas une capitale où elle n'ait jeté de profondes racines; aujourd'hui, nous pouvons affirmer sans crainte, que notre émancipation est certaine, nous en douterions, que les cris d'alarmes poussés par nos adversaires, nous en donneraient la preuve irréfutable.

L'Angleterre est à la tête du mouvement et fait des efforts surhumains pour le soutenir; puis l'Allemagne, la Suisse et la Belgique la suivent de près; ensuite vient la France, qui n'est guère entrée dans cette voie que depuis la mise en pratique des fameuses lois sur la Coalition et les Réunions.

Secouant enfin les préjugés surannés de l'économie politique, les ouvriers français commencent à voir qu'en dehors des réformes sociales, il n'y a pour eux que déceptions et misères; te brisant pour toujours les liens qui les attachaient au vieux monde bourgeois, ils ont fait appel à la science sociale, qui leur a répondu: qu'avec elle ils étaient certains de trouver le terme de leurs luttes: TRAVAIL, JUSTICE, BIEN-ÊTRE.

Mais, chers Collègues, si nous commençons, en France, à vouloir marcher dans le chemin de la certitude scientifique, il ne faut pas nous dissuader que nous avons encore bien des obstacles à vaincre. dont le plus grand est l'indifférence.

d'être sagement organisée, afin de mettre les intérêts de Tous à l'abri des attaques du monopole et des combinaisons de l'agio, le Cercle a cru remplir une mission tout économique en tendant une main fraternelle aux Ouvriers dans la Grève de Sotteville-lès-Rouen ; en leur faisant comprendre, ainsi qu'aux différentes industries de notre localité, qu'avant de lutter il faut, à l'exemple de ses adversaires, se prémunir contre les attaques brusques en préparant les armes spéciales, qui sont la *solidarité corporative et fédérative des professions*.

Mais, personnellement, jamais le Cercle n'a eu besoin de se servir des armes de la calomnie, ordinairement employées par les écrivains qui savent défendre une mauvaise cause : la puissance de nos principes, qui reposent sur l'équilibre des rapports dans l'ordre économique ainsi que dans la sphère des études philosophiques, ne nous donne en aucun temps la pensée même de supposer nos adversaires en général capables d'agir autrement que nous dans la défense de leurs principes opposés à nos aspirations.

Le Cercle, dans la crainte de voir ses pensées travesties, comme il arrive souvent, par des personnes peu au courant des questions sociales, a cru nécessaire de faire la présente déclaration.

Pour le Cercle,

Le Caissier, Le Secrétaire de Correspondance,
P. JULLIEN. E. AUBRY.

Rouen, le 20 mars 1869.

SÉANCE DU 7 FEVRIER 1869

Rapport du Secrétaire de correspondance sur les travaux et la marche du Cercle depuis le 23 août 1868.

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Voilà bientôt six mois que, réunis comme aujourd'hui en assemblée générale, nous décidions de nous faire représenter au dernier congrès économique des Travailleurs, qui s'est tenu à Bruxelles.

Pénétrés de l'importance du principe de solidarité, nous tenions à prouver à nos frères de l'Europe que nous ne voulions, en aucune manière, briser les liens de la grande fédération du Travail en dehors de laquelle aucun affranchissement sérieux n'aura lieu pour les déshérités du dix-neuvième siècle.

Ne reculant devant aucun sacrifice pour réaliser notre projet, nous avons fait connaître ce que le cercle de Rouen pensait sur *la propriété du sol et celle du produit*, de même nous avons voulu que les nombreuses délégations européennes sachent ce que les adhérents à notre organisation voulaient, en traitant les palpitantes questions de *crédit*, de *réduction des heures de travail*, de *formation corporative* et de *l'instruction des classes ouvrières*.

Partout, en Europe comme en Amérique, les classes ouvrières travaillent avec la même ardeur à leur affranchissement en dehors de toute

intelle et de tout patronage; ce dernier point est le signe caractéristique du mouvement social de notre époque et qui prouve que partout il existe dans le prolétariat une élite capable d'empêcher nos adversaires de nous ravir les conquêtes qu'avec tant de peines nous avons obtenues depuis quelques mois.

Sur tous les points du continent, le principe sauveur qui nous débarrassera de toutes entraves, *la Solidarité des peuples*, au point de vue économique, se développe sur une grande échelle; pas une capitale où elle n'ait jeté de profondes racines; aujourd'hui, nous pouvons affirmer sans crainte, que notre émancipation est certaine, nous en douterions, que les cris d'alarmes poussés par nos adversaires, nous en donneraient la preuve irréfragable.

L'Angleterre est à la tête du mouvement et fait des efforts surhumains pour le soutenir; puis l'Allemagne, la Suisse et la Belgique la suivent de près; ensuite vient la France, qui n'est guère entrée dans cette voie que depuis la mise en pratique des fameuses lois sur la Coalition et les Réunions.

Secouant enfin les préjugés surannés de l'économie politique, les ouvriers français commencent à voir qu'en dehors des réformes sociales, il n'y a pour eux que déceptions et misères; te brisant pour toujours les liens qui les attachaient au vieux monde bourgeois, ils ont fait appel à la science sociale, qui leur a répondu: qu'avec elle ils étaient certains de trouver le terme de leurs luttes: TRAVAIL, JUSTICE, BIEN-ÊTRE.

Mais, chers Collègues, si nous commençons, en France, à vouloir marcher dans le chemin de la certitude scientifique, il ne faut pas nous dissuader que nous avons encore bien des obstacles à vaincre, dont le plus grand est l'indifférence.

Espérons que chacun de nous fera des efforts suprêmes pour faire comprendre à nos amis qui sont atteints du spleen politique, qu'il leur faut regarder d'un autre côté et surtout ne compter que sur eux-mêmes ; autrement, il leur faudra rester plongés dans la fange des préjugés de notre malheureuse organisation économique, qui ne veut pas croire que nous possédons les qualités requises de nous affranchir seuls.

Arrière cette infâme calomnie !

Les droits qui nous ont été accordés et que l'époque réclamait sont là pour attester qu'un frisson rénovateur courait les masses plébéiennes, et la meilleure des preuves est dans le mouvement corporatif qui se fait parmi nous depuis quelques mois : nos camarades commencent à comprendre qu'en dehors de la solidarité dans le travail, nous ne pouvons rien faire ; ils sentent qu'isolés ils deviennent non-seulement le jouet du monopole industriel, mais, ce qui est encore pire, les instruments passifs des politiques omnicoles. Courage donc, chers collègues ! l'avenir est bien à nous : il nous suffit de vouloir, que chacun de nous fasse son devoir sincèrement, et le monde économique étalera bientôt ses splendeurs aux ébahis de chacun pour soi, de chacun chez soi, malthusiens qui croient et affirment que nous sommes nés pour servir à perpétuité de mannequin politique et social aux habiles du jour.

L'influence de notre organisation sur les esprits sérieux gagne chaque jour du terrain, et tel qui disait, il y a à peine un an : « Qu'est-ce que le cercle d'études économiques de Rouen ? un mythe, une Société à l'état manuscrit ! » s'informe aujourd'hui si nous sommes nombreux et si nos camarades d'infortune font quelque attention aux idées que nous répandons ; quelques-uns même commencent à comprendre

que nous serons bientôt un obstacle pour les ambitieux, quelque soit le manteau dont ils pourront s'affabler.

Un des faits les plus importants qui vient donner raison à nos paroles, est la protestation des camarades d'Elbeuf contre la Chambre de commerce de cette ville, qui a exercé une influence en faveur des idées d'affranchissement. Le succès de cette protestation est dû tout entier à l'impressement des ouvriers d'Elbeuf, qui, en achetant la publication, se sont faits l'écho de nos réclamations et ont amené la rétractation demandée.

Cette victoire atteste que les classes ouvrières de nos contrées sentent en elles un besoin de revendiquer leurs droits économiques et leur fait comprendre combien la solidarité est puissante. Qu'ils nous permettent de les remercier sincèrement de leur indispensable concours. Ils ont donné à notre organisation, par cette marque d'estime, une force qui ne fera maintenant que grandir.

Nous avons aussi à remercier tous les camarades de la féconde et industrielle vallée de Darnétal, qui, par leur mouvement raisonné dans la mise en pratique de la *solidarité corporative*, ont fait preuve d'une intelligence qui doit donner quelques honte à la métropole normande. Espérons que cette dernière cherchera bientôt à se relever de cette accusation d'indifférence qu'elle a jusqu'alors justement méritée (1).

(1) Les faits ont donné raison à nos paroles : depuis la confection de ce rapport, 2,000 ouvriers appartenant à des industries exercées dans Rouen, ont jeté les bases corporatives.

Le développement qu'a pris la *solidarité corporative* dans la ville de Darnétal, a confirmé les espérances des vétérans du Cercle, qui appartiennent presque tous à cette laborieuse contrée; et, nous pourrions le dire hardiment, c'est bien à eux que nous devons d'avoir élargi notre champ d'action.

La puissance du principe de solidarité a, grâce à cette section, pu donner une idée de ses bienfaits, en répandant sa rosée féconde en résultats moraux. Nous voulons parler de la grève Bertel, qui, si elle n'a point donné de satisfaction matérielle, a du moins provoqué en faveur de nos principes un mouvement maintenant en pleine marche; grâce à nos amis de la vallée de Darnétal, la grève n'a point fait de victimes, l'exemple qu'ils ont donné a eu de nombreux imitateurs, qui, par leurs prêts aux ouvriers blessés dans le combat que se livrent continuellement le Capital et le Travail, ont adouci bien des souffrances.

Le Cercle est heureux d'en témoigner ici sa vive reconnaissance, en attendant qu'il le fasse publiquement (1).

Le résultat le plus heureux que cette grève ait donné est la fondation fédérative des ouvriers tisseurs en corporation; elle a inculqué à beaucoup de nos camarades le sentiment de la mutualité et fait comprendre que, pour triompher dans la lutte que tous nous soutenons contre le monopole, il fallait organiser nos forces, les discipliner de façon qu'en attaquant un seul membre de la grande famille des travailleurs, c'était attaquer le tout, parce que tous nous sommes

(1) La publication de ce rapport ayant été votée par le comité du Cercle, le désir du rapporteur se trouve alors réalisé.

solidaires les uns des autres; nos maux sont semblables, nos intérêts sont identiques; tous nous voulons marcher d'un pied ferme et assuré à la conquête du bien-être par les voies pacifiques, c'est-à-dire le travail, qui, par nature, a horreur de la guerre, puisque c'est toujours lui qui en paie les frais et en fournit la partie matérielle.

Le principe de solidarité qui se développe d'une manière si heureuse dans notre arrondissement, va bientôt prouver à nos adversaires que nul d'entre eux ne pourra porter atteinte à nos salaires sans avoir à compter avec tous.

Que ce mouvement fécond se continue, et l'affranchissement des travailleurs est certain déjà; il est acquis en bien des endroits, et la capitale est maintenant organisée de façon à donner à réfléchir à ceux qui veulent tout conquérir par les commotions violentes, alors que par le suffrage universel nous pouvons tout obtenir. Dirigé par les corporations, que ne pourra-t-il faire?

Comme conséquence de notre mouvement, nous avons voulu que notre titre ne soit pas un vain mot, et bon nombre de nos adhérents se sont empressés d'en donner la preuve en entrant dans la ligue de l'Enseignement, dont la mission est de répandre parmi les déshérités de l'instruction, et ils sont nombreux parmi nous ! les bienfaits du savoir, qui console tant et si bien quand les déceptions nous atteignent.

En effet, messieurs, le découragement atteint rarement ceux qui ont le bonheur de pouvoir apprendre; c'est par l'instruction seule que les apôtres des grandes idées ont consenti à tout subir pour les faire triompher. Si c'est elle qui fait les grands hommes, c'est aussi par elle que les peuples s'élèvent à la hauteur des nations novatrices.

Nous espérons que les membres du Cercle continueront le mouvement qu'ils ont commencé en faveur de cette ligue, afin que les obscurantistes sachent bien que nous voulons la lumière dans tout, partout et toujours; en envahissant cette organisation du savoir contre les ténèbres de l'ignorance, nous deviendrons, à notre insu, les parrains de notre affranchissement intellectuel.

Ce n'est pas à vous, chers collègues, qu'il est besoin de dire que l'instruction est la panacée qui guérira tous nos maux en nous indiquant leur nature, et nous permettra d'appliquer, sans transition brusque, le remède qui les fera disparaître (1)!

Quant à nos relations avec les autres groupes de l'Europe, elles sont toujours dans les meilleurs termes et continuent de cimenter l'alliance que nous avons formée, il y a trois ans, avec l'Internationale des Travailleurs.

C'est par elles que nous connaissons les aspirations générales de nos frères de l'Europe et jetons les bases de la solidarité universelle entre

(1) Quand ces lignes furent écrites, l'auteur ne prévoyait pas que le comité qui dirige la ligue de l'Enseignement à Rouen donnerait à cette institution un caractère de philanthropie qui éloigne considérablement l'institution du but que s'est proposé le promoteur et auquel le Cercle économique s'était franchement associé; cependant nous n'abandonnerons pas notre œuvre, nous ferons au contraire d'incessants efforts pour faire rentrer le Comité rouennais dans la ligne qu'il n'aurait jamais dû abandonner.

les producteurs pour résister facilement aux empiètements du monopole capitaliste.

Grâce à elles, il nous a été permis de faire connaître à tous les ouvriers qui composent la grande association des déshérités, le danger que couraient nos camarades de Sotteville, qui n'a pas été conjuré complètement par la faute même des intéressés, et dont la cause n'est pas ailleurs que dans l'insolidarité où ils étaient. S'ils avaient, comme nos dévoués amis de Darnétal, fondé leur corporation avant d'entreprendre leur grève, ils auraient pu tenir en échec quinze jours de plus le monopole qui portait une main sacrilège sur leur propriété et le forçaient à mettre bas les armes.

Nos frères de Londres, à qui nous avons fait appel, s'étaient justement émus de cette brusque attaque, et avaient à leur tour donné connaissance, aux nombreuses corporations ouvrières anglaises, de la triste situation qu'occupaient les tisseurs rouennais, déjà un premier envoi avait été adressé au Cercle, pour venir concurremment avec les prêts locaux, secourir les victimes. Malheureusement ces dernières ignorant la puissance de la solidarité, et craignant sans doute de plus grandes calamités, s'avouaient vaincues et s'inclinaient devant les exigences du capital, les secours devenant inutiles, le Cercle n'eut plus besoin de recourir aux subsides internationaux, et s'empressa de remercier la corporation des relieurs de Paris, qui commençait à nous adresser le produit de ses cotisations, en nous annonçant que si la grève continuait, elle allait faire un appel général à la classe ouvrière parisienne.

Pendant ce temps, le conseil général de Londres, qui avait à cœur de prouver au groupe rouennais ses sympathies pour la cause qu'il défendait, organisait, avec le puissant concours de

Trades-Unions, c'est-à-dire le comité fédératif des corporations de toute l'Angleterre, un meeting monstre pour entretenir l'envoi de fonds nécessaires au triomphe de nos frères (1).

Dix mille camarades allaient se réunir dans la grande cité anglaise pour plaider et défendre la cause des tisseurs de la métropole normande, en appelant toutes les professions à leur aide. Huit jours de plus, et *trente mille francs* étaient versés entre les mains du Cercle pour triompher des abus de la féodalité industrielle de nos contrées.

Ce fait, Messieurs, parle assez de lui-même pour n'avoir pas besoin de faire comprendre la puissance que peut tirer la classe ouvrière de l'organisation corporative.

Vous le voyez, c'est par elle que la guerre disparaîtra, car si les ouvriers du continent en sont arrivés à pouvoir conjurer les attaques du Capital, il pourront un jour, et le jour n'est pas loin, arrêter l'effusion du sang de peuple à peuple. Nous avons donc raison, malgré les malédictions des politiquants réthoriciens, de dire que l'économie sociale prime la politique, et que nos intérêts généraux ne trouverons de meilleurs défenseurs que dans les études de la science sociale.

—

A ce propos, nous ne pouvons passer sous silence la maladroite déclaration d'un journal de notre ville, de récente fondation, à l'adresse des principes que nous professons depuis quinze ans et qui ont fondé cette vaste *fédération internationale* des ouvriers de tous pays.

(1) Lire le *Siècle* du 2 février dernier.

Cet organe, à titre sonore, après s'être annoncé comme le vrai représentant des idées populaires, s'empresse, sans qu'aucune demande ne lui ait été faite, de déclarer que ses colonnes ne seront jamais à la disposition des partisans de l'abolition des abus du monopole. Il est vrai que notre adversaire qualifie ces abus du nom plus doux d'intérêt du capital; ignorant le premier mot de la science sociale, il déclare solennellement que les utopies ne trouveront jamais place dans ses hospitalières colonnes, mais, ajoute-t-il, on y pourra parler coopération, association. Probablement que, pour le signataire de l'article, ces mots signifient : Nous permettrons à tous les ouvriers de défendre à cœur joie toute organisation sociale qui déclarera la bourgeoisie seule et unique tutrice des intérêts ouvriers. C'est le langage que depuis quatre-vingts ans nous tiennent tous les avocassiers du régime bancocratique. Libre à notre adversaire de nous fermer une porte à laquelle nous n'avions point frappé, libre à lui de jouir entièrement de sa propriété; mais ce que nous lui contestons, c'est le titre menteur de son enseigne. Quand on étale au grand jour un programme faisant appel aux nombreux intérêts de la classe ouvrière, on ne commence pas par lui dire : J'ai eu besoin de toi pour faire fortune, mais je te condamne au silence chaque fois qu'il te prendra idée de vouloir chercher un remède à tes maux en dehors de mon spécifique, qui seul est le meilleur.

On ne dit pas par son titre, je marcherai toujours en avant! pour aboutir dans ses colonnes et déclarer qu'on n'ira pas en-deçà, mais non plus au-delà. Traduisez : Après moi, tirez l'échelle ! Et tout est dit.

Nous aurions voulu taire de pareilles sottises si elles ne cachaient, pour un moment très pro-

che. de futures calomnies contre lesquelles nos amis doivent se mettre en garde.

Avec une pareille ignorance des lois de la science sociale, on doit s'attendre à voir nos idées, nos principes et nos actions odieusement travestis; c'est à nous, chers collègues, qu'il incombe le devoir de veiller; que cela ne soit, nous accomplirons notre tâche, soyez-en sûr, avec toute la conviction que nous a donnée l'étude et le dévouement que nous inspire les intérêts de la classe à laquelle nous appartenons, persuadés nous sommes que, parmi vous, nous trouverons de nombreux auxiliaires.

Réjouissons-nous d'être ainsi l'objet d'attaques irréflechies, parce que cela prouve que nous prenons force, et que nous devenons un danger pour les croquemitaines politiques.

COMPTE RENDU MORAL DE LA GRÈVE BERTEL

DE SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN

Tous les travailleurs, à qui le Cercle a fait appel (1), se souviennent que nos camarades de *Sotteville-lès Rouen*, avaient été obligés, pour sauvegarder et leur dignité, et leur salaire de se mettre en grève par suite d'un abaissement considérable du prix de la main d'œuvre, imposé par le Directeur de l'établissement de tissage de calicot de M. Bertel, manufacturier et maire de ladite commune.

(1) Par la circulaire du 19 décembre 1868.

Jusqu'alors chaque fois, dans nos contrées, qu'un chef d'établissement annonçait à ses ouvriers qu'il était dans l'intention de diminuer ses prix de main-d'œuvre, les ouvriers avaient coutume, comme les serfs du moyen âge, de coucher l'oreille, et, sans oser articuler aucunes plaintes, continuaient de travailler aux conditions nouvelles imposées par le baron industriel.

Fort heureusement que depuis quatre ans de nouvelles lois sont venues relever la dignité du travailleur en lui permettant d'opposer, aux exigences du monopole, la force numérique de ses intérêts. Pour la première fois, à Rouen, une poignée de tisseurs, ne réfléchissant pas que le travail pour lutter avait, comme le capital, besoin de s'organiser, croyant qu'il suffisait d'être confiants dans leur droit, ont refusé de continuer leur travail aux conditions onéreuses qui leur étaient offertes, et comptant sur le concours des ouvriers des autres établissements, se sont d'abord adressés à ceux-ci ; mais, s'apercevant qu'ils avaient accepté le combat sans être armés, sont alors venus trouver le *Cercle d'études économiques de l'arrondissement*, qui par ses relations avec les sociétés ouvrières de l'Europe, était à même de pouvoir faire accepter la lutte.

Dans cet espoir, les ouvriers tisseurs se sont adressés à nous et nous nous sommes empressés de leur faire comprendre qu'en cette circonstance on devait agir avec plus de circonspection, c'est-à-dire qu'avant de pouvoir assurer son salaire contre les brusques attaques du monopole, il était indispensable, nécessaire même, de fonder préalablement des sociétés de prévoyance en vue de sauvegarder les intérêts communs de la profession.

C'est ce que le Cercle appelle organiser les forces éparses du travail d'une profession en cok-

PORATION, comme le mot l'indique, *faire corps, n'être qu'un*, afin de mieux résister aux coups terribles du bélier industriel connu sous le nom de concentration financière, ou association de capitaux pour fonder les grands établissements qui casernent aujourd'hui l'ouvrier moderne, dans le but de rendre plus facile l'application de l'une des plus grandes forces économiques, appelée *division du travail*.

Néanmoins le Cercle s'empressa d'adresser un appel à tous les ouvriers et Sociétés ouvrières adhérents, ainsi qu'aux institutions de solidarité avec lesquelles il est en relation en France et sur le continent, comme le dit notre rapport sur les travaux du Cercle et le compte rendu qui fait suite au présent exposé.

Les premiers répondirent aussitôt, et les autres pays annoncèrent par lettre qu'ils organisaient les souscriptions. Les ouvriers de la Grande-Bretagne, tout entière, répondirent au Cercle par les soins du Conseil général de l'Internationale, que le comité des *Trades-Union* prenait en sérieuse considération la lutte que voulaient soutenir nos camarades de *Sotteville*, et s'offrait de subvenir aux besoins de la grève, avec la même ardeur qu'il soutenait chez lui les grandes luttes dont sortaient désormais vainqueurs les ouvriers anglais, grâce à leur organisation corporative.

Malheureusement la masse des grévistes ne comprenant pas l'importance de l'appel que nous venions de faire en sa faveur, mit bas les armes ; par ce fait, elle continua de remplir le rôle que jusqu'alors les ouvriers de nos contrées ont joué, c'est-à-dire celui de race moutonnière et effrayée, sans motifs aucun, de la houlette du Berger roi industriel. Elle crut ne pouvoir aller plus loin, et sans vouloir attendre les secours immenses qui se dirigeaient vers elle, *elle copi-*

tula. Il est vrai que l'ennemi, plus confiant dans sa force, entretenait des intelligences dans la place, afin de faire céder les assiégés.

Au point de vue moral, le Cercle doit des remerciements à M. Bertel, car jamais grève n'aida si puissamment à développer le mouvement corporatif comme ses tentatives de révolte économique contre les intérêts généraux du prolétariat. L'arrivée inopinée des secours locaux révéla à tous les dignes grévistes restés sur la brèche, ainsi qu'aux ouvriers des autres professions, toute la puissance de l'institution corporative, et, depuis cette lutte éphémère, des milliers d'ouvriers viennent de jeter, dans l'arrondissement, les bases de la prévoyance au point de vue des salaires : Rouen, Elbeuf, Darnétal et tous les pays environnants, organisent la mutualité des intérêts économiques des masses travailleuses.

Nous sommes profondément convaincus que, grâce aux lois sur la coalition et le nouveau droit de réunion, ce mouvement ne s'arrêtera plus ; aussi nous permettons-nous de dire à tous nos frères : Courage ! continuez cette organisation de l'Union et notre affranchissement politique et social est proche.

Avant de terminer ce coup-d'œil rétrospectif sur la grève de Sotteville, nous ajouterons quelques mots pour bien faire comprendre ce que nous entendons par corporation.

Beaucoup de personnes, peu familiarisées avec les études économiques et les lois philosophiques de l'histoire, se sont écriées, en voyant et entendant le mot *corporation* : « Qu'allez-vous faire ? relever ce que 89 a détruit avec tant d'enthousiasme ! y songez-vous ? Faire renaître ce que nos pères avaient en horreur ! Et vous vous appelez hommes de l'avenir !!! »

D'autres, allant plus loin, sans être toujours

d'une entière bonne foi, ajoutent gravement que les corporations sont mortes avec la féodalité nobiliaire et cléricale et qu'elles ne pourraient se relever, parce que, disent-ils, les morts ne ressuscitent point.

Cependant il nous sera permis de dire, aux uns comme aux autres, qu'au point de vue physiologique et psychologique, rien ne meurt, tout se transforme ; et s'il fallait énumérer toutes les institutions qui se sont relevées sous d'autres noms, avec des formes diverses, nous dépasserions la mesure du cadre que nous avons donné à cet avant-propos d'un prochain travail.

Oui, tout se transforme sous l'action immortelle de l'esprit et de la matière, et les transformations ne sont acceptées, dans l'ordre des faits historiques, qu'à la condition qu'elles constituent un progrès ; hors de là elles n'ont point leur raison d'être et ne vivent pas, c'est-à-dire se décomposent rapidement.

N'ayant aucun préjugé, même pour les mots, nous n'avons pas hésité à appeler *corporation* ce qui constituait un corps, et, semblable aux agrégations de molécules qui constituent le corps humain, nous nous sommes demandé si tous les ouvriers qui composaient une profession n'étaient pas les molécules aujourd'hui désagrégées du corps professionnel ; enfin, si nous tentions de les agréger, ne formerions-nous pas un corps compacte, homogène, capable de résister aux influences délétères de l'atmosphère industrielle dans laquelle vivent tous ceux qui ne doivent leur existence qu'à l'activité de leurs bras, surtout si, comme le fait la nature, nous laissons à chaque molécule professionnelle la même liberté d'action que celle dont jouissent les molécules qui constituent tous les corps.

Agissant dans ce sens, devions-nous donner

une autre appellation qui puisse mieux définir notre organisation ? Nous répondons : Non !

Mais ce qui caractérise le mouvement ouvrier de notre époque et qui nous donne le droit de défendre la forme corporative, c'est qu'il est le résultat d'une démonstration scientifique, c'est qu'il est né du souffle rénovateur qui agite le dix-neuvième siècle et doit infailliblement aboutir à l'affranchissement complet du serf de l'industrie moderne. Produit de la science, c'est-à-dire de l'expérience, il accomplira sa révolution par les voies pacifiques, à moins alors que d'aveugles préjugés ne veuillent arrêter sa marche ascendante, ce que nous nous refusons à croire.

Nous venons de dire que la science seule dirigeait notre ligne de conduite ; nous allons le prouver afin que nos adversaires ne nous accusent pas de reviviscences féodales.

Les corporations anciennes, organisées d'après la forme politique qui les subalternisait, ignoraient le premier mot du progrès. Comme l'antique Égypte, on ne distinguait le style de leurs travaux industriels que par période de trois siècles, et les ouvriers embrigadés dans cette organisation ne connaissaient la plupart du temps du progrès que les genuflexions à faire en face du prévôt des marchands ou du gouverneur de la cité ; l'apprenti, pour devenir ouvrier, dépensait, avec son intelligence, d'abord une somme d'argent souvent impossible à trouver pour sa famille, ensuite, ce qui à nos yeux était bien plus terrible, il était obligé de subalterniser complètement sa personne, c'est-à-dire d'annihiler sa dignité en se prosternant devant le prestige du maître, et enfin, s'il désirait conquérir ce grade, c'était alors une suite de vicissitudes que sur cent ouvriers un seul pouvait à peine vaincre, à moins que quelque protection ne vint lui entrouvrir les portes du privilège

dont était littéralement composée l'institution de la maîtrise.

On peut même affirmer que le compagnonnage est né de cette infernale organisation qui fermait complètement les portes de l'avenir à tous ceux qui n'avaient de fortune que dans leurs bras. L'institution du compagnonnage remonte très haut dans l'histoire, mais cependant n'apparaît qu'aux époques où le privilège devient de plus en plus insupportable; comme, par exemple, à l'insolence des barons de la féodalité succède l'insultant mépris des émancipés de la commune qui, disait-on, seront toujours les bêtes de somme de l'humanité. Aussi, pour ces derniers, instruction, jamais! famille tolérée, mais à la merci des plus forts par l'argent et, ajouterons-nous, par la ruse.

Les corporations, depuis le moyen âge jusqu'en 1789, ont eu beau lutter contre le bon plaisir royal et nobiliaire, jamais elles n'ont pu s'affranchir de l'écrasante et honteuse tutelle qui les maintenait dans un *statu quo* éternel, et viciait le principe de solidarité qui soutenait la lutte qu'elles entreprenaient contre la centralisation monarchique de l'époque; il a fallu toute l'énergie des philosophes de la Réforme pour en finir une bonne fois avec le despotisme politique et religieux sous lequel étaient courbées les classes inférieures de la nation française depuis quatorze siècles.

Enfin la coupe déborde, et la bourgeoisie, chez qui la dignité, c'est-à-dire la capacité, était complètement développée, tente un dernier effort, appelle à son aide le serf de la taille et de la glèbe, et, furieuse de ne pouvoir être prise au sérieux, alors qu'elle renfermait dans son sein l'élite de la pensée et aussi de la justice, soulève toute la masse nationale et renverse, non sans peine, le colosse valétudinaire; puis, dans cette

chute, entraîne avec les abus ce qui soutenait l'énergie d'alors, la *solidarité des intérêts*, et, croyant que le principe politique et religieux de la monarchie de droit divin était seul cause de toutes les turpitudes que l'on venait heureusement de faire disparaître, met à la place le fameux et immortel principe de l'égalité civile et politique qui, à cette époque, paraissait être seul assez puissant pour empêcher de voir renaître les abus tombés sous le vent de la grande Révolution.

Mais à peine ce principe est-il proclamé, que le vainqueur commence le premier à lui porter atteinte en réservant pour lui seul, par la puissance naissante du capital, la direction politique, civile et commerciale de la société nouvelle.

Depuis cette heureuse époque le serf de la veille est devenu peu à peu le prolétaire de nos jours; après avoir aidé à supprimer les abus de la féodalité politique, il est devenu, à l'insu, nous voulons bien le croire, des vainqueurs de 89, la victime de la féodalité industrielle qui a pris naissance à l'époque où parurent les premières sociétés en commandite, à peu près vers 1845.

Et pour prouver que nous ne cherchons pas à assombrir de parti pris le navrant tableau de l'esclavage industriel que subit l'ouvrier moderne, nous citerons un fait que nous sommes à même de prouver. Il y a quelques semaines, dans une grande manufacture des contrées environnantes, une ouvrière tisseuse, en vertu des règlements léonins imposés par le chef de l'établissement, dont nous voulons taire le nom par pudeur, qui avait gagné dans sa quinzaine une somme de trente francs, fut forcée de payer vingt-six francs cinquante centimes d'amendes. Il est même arrivé dans le même établissement des cas où l'ouvrière était obligée d'ajouter dix

ou quinze centimes de plus qu'elle n'avait gagné pour parfaire le chiffre des amendes qui lui étaient infligées. Dans beaucoup d'établissements installés dans la même contrée, la moyenne des amendes s'élève de quatre à six francs par quinzaine.

Certes, après de pareilles citations on peut ne pas craindre d'affirmer que l'ouvrier de nos jours n'a rien à envier à l'esclave ancien dont le maître, tout en le regardant comme sa chose, lui donnait du moins sa nourriture.

Voilà le résultat de l'anarchie économique dans laquelle tourbillonne la société moderne, qui pourtant s'extasie devant le progrès des découvertes scientifiques. Construite d'antinomies, elle croit être la synthèse de l'idéal des sociétés!

Nous n'accuserons personne d'être l'auteur direct d'une organisation aussi désastreuse pour les ouvriers : nous savons que c'est le développement logique de l'humanité vers de nouvelles destinées, dont le but est l'affranchissement intégral de tout ce qui vit en travaillant; et par travail, nous entendons l'émanation de la pensée unie aux forces physiques du corps, et qui constituent véritablement l'homme. A la science sociale, seule, appartient le droit et le devoir d'accomplir cette grande et inévitable transformation.

Donc, le monopole depuis vingt-cinq ans s'est, à l'aide des commandites ou associations des capitaux, développé d'une façon très inquiétante, pour l'avenir non-seulement de l'ouvrier, mais encore de la société toute entière.

Aujourd'hui, comme avant 89, il n'est plus possible à l'ouvrier de se créer un avenir souriant : toutes les sphères de l'activité sociale lui sont hermétiquement fermées; de par le monopole, toute ascension lui est interdite, n'en dé-

plaise aux optimistes complaisants d'un système économique qui les fait vivre, sans autre souci que de se créer de nouvelles jouissances.

Regardons autour de nous : n'apercevons-nous pas qu'il faut, pour créer une industrie, d'immenses capitaux, et que ce n'est qu'en faisant appel à la commandite qu'il est possible de lui donner vie. Quelle est la place de l'ouvrier dans cette organisation ? Tout le monde ne pourra répondre autrement qu'en lui désignant la machine dont il sera le subalterne.

Une anomalie qui frappe d'étonnement tous les économistes socialistes, c'est de voir le créateur des capitaux devenir l'esclave honni par ces mêmes capitaux ; nous croyons que peu d'économistes aujourd'hui oseraient soutenir que sans le travail le capital pourrait exister, puisque, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, le capital est du produit accumulé. N'est-il pas évident que c'est le producteur qui est le vrai capitaliste ? et cependant c'est le contraire qui existe. A part quelques rares exceptions, tous les capitalistes sont généralement des individualités vivant de la rente sans rien produire par eux-mêmes. Hâtons-nous d'ajouter, dans la crainte d'être mal compris, que nous ne les accusons nullement ; ils sont le fruit d'un principe dont la base repose sur la prélibation exercée par le capital sur le travail, et qu'il est réservé à l'économie sociale de faire disparaître. En un mot, la prélibation du capital sur le travail est pour ce dernier ce qu'était l'inégalité politique avant 1789 pour la bourgeoisie.

C'est donc à s'affranchir de cette lourde et écrasante iniquité que se préoccupent aujourd'hui les travailleurs de tous les pays, parce que c'est la seule cause qui arrête le développement de l'humanité vers ses destinées ultérieu-

res, et qu'en la laissant subsister, c'est faire reculer la société en deçà de 89.

La différence des époques établit la différence des moyens : en 1789 les armes meurtrières, en 1869 les armes pacifiques ; aux premiers la poudre et le plomb, aux seconds l'emploi de la plus importante conquête politique du dix-neuvième siècle : nous avons nommé le SUFFRAGE UNIVERSEL ! Oui, par le suffrage universel, discipliné par la corporation, qui est l'apprentissage administratif du travailleur, nous pouvons vaincre tous les obstacles qui s'opposent encore à notre affranchissement.

Par la corporation, ou solidarité des opprimés du monopole, le suffrage universel envahira toutes les administrations, ainsi que les corps délibérants, et alors force sera bien de reconnaître qu'en dehors du travail organisé scientifiquement il n'y a aucune société possible.

Pour achever de faire comprendre que la corporation moderne repose sur des principes de justice, c'est que toutes les sociétés ouvrières de l'Europe ont décidé, par leurs représentants aux différents congrès qui se sont tenus depuis plusieurs années, qu'il fallait désormais marcher vers l'unité de salaire, qu'il ne faut pas confondre avec l'égalité prônée par une certaine école, qui n'a rien de commun avec la science économique ; et que, par cette unité, le travail arrivera à équilibrer relativement la nature des produits, niée par les économistes bourgeois et affirmée par les économistes socialistes : c'est dire que toutes les sociétés ouvrières qui s'organisent en vue de l'affranchissement déclarent ne jamais dépasser, dans l'évaluation de leur salaire, la moyenne de tous les autres producteurs.

En conséquence, tout principe qui s'appuie sur la justice et qui peut en démontrer la preuve

est un principe certain de triompher, la vérité ne pouvant jamais périr.

Et comme conclusion, nous déclarons réprouver toute politique qui aurait pour résultat de nous faire abandonner l'obtention des réformes sociales que nous voulons conquérir.

Nous déclarons, en outre, que toute tentative contraire à nos aspirations est regardée par nous comme un piège tendu à la bonne foi des ouvriers; et, en effet, il nous est permis d'affirmer que depuis quatre-vingts ans nous n'avons généralement joué que le rôle de zéus dans les différentes commotions politiques qui ont ensanglanté inutilement notre malheureuse nation.

Organiser le travail en vue de sauvegarder les intérêts de ceux qui le représentent.

Poser les bases de la solidarité des métiers, par l'adoption d'un tarif ramenant les industries diverses au même étalon de moyenne des salaires.

Voilà le but primordial du mouvement corporatif; et, dans la seconde et dernière partie, la conquête par le vote de toutes les libertés politiques et économiques qui font encore défaut au complet affranchissement de la classe ouvrière.

GRÈVE BERTEL

COMPTE RENDU MATÉRIEL

Recettes depuis le commencement de la grève :

Ont versé :

De plusieurs personnes et établissements dési-

	rant garder l'anonyme,	fr. 1071 35
1 ^{er}	versement des ouvriers tisseurs de M. Marchand (Rouen),	45 60
—	des ouvriers tisseurs de M. Rivière (Rouen).	16 15
—	des ouvriers fileurs de M. Rousselin (Darné- tal),	37 30
—	des ouvriers tisseurs de M. Rozé (Darnétal),	64 50
—	des ouvriers fileurs de M. Leblond (Darnétal),	11 25
—	de la corporation des teinturiers grand teint (Darnétal),	50 20
	Produit d'un reliquat de caisse versé par M. Schrub,	8 50
	Produit des ouvriers fileurs de M. Dou- gnac,	10 50
—	des ouvriers fileurs de M. Mar- chand (Darnétal),	60 50
—	des ouvriers tisseurs de M. Etienne (Sotteville),	4 50
—	de la corporation des fileurs de laine de Darnétal,	131 70
—	des ouvriers de M. Fumière.	6 65
2 ^e	versement des ouvriers tisseurs de M. Marchand (Rouen),	9 10
—	des ouvriers tisseurs de M. Fromage (Darnétal),	82 75
1 ^{er}	versement des ouvriers de la Société d'alimentation <i>la Mar- mite</i> , de Paris, par les soins de M. Duroi, re- teur,	22 50
2 ^e	— des ouvriers tisseurs de M. Rivière,	43 60

A reporter,

	<i>Report,</i>	
1 ^{er}	— des ouvriers fondeurs de M. Elmering,	18 »
	— des ouvriers tisseurs de M. Loyse,	40 05
	— des ouvriers tisseurs du Grand-Quevilly,	16 »
	— des ouvriers tisseurs de M. Loiseau (Darnetal),	15 50
	— des ouvriers fileurs de M. Deschamps (Rouen),	9 15
1 ^{er} versement	des ouvriers fileurs de M. Dubuc fils (Saint- Martin-du-Vivier),	11 »
	— des ouvriers fileurs de M. Lefebvre-Sené (Rouen),	8 30
	— des ouvriers fileurs de M. Ablie (Rouen),	7 »
	— des ouvriers fileurs de laine de MM. Dela- marre et Damont (Dar- nétal),	19 50
	— des ouvriers fileurs de coton de M. Levillain (Darnétal),	24 »
	— des ouvriers fileurs de M. Lavoisier (Saint-Lé- ger-du-Bourg-Denis),	35 50
	— des ouvriers teinturiers de M. Dupuis (Darné- tal),	6 50
	— des ouvriers d'Elbeuf, par les soins de M. Go- dabin,	74 50
Produit d'une collecte faite dans la		

A reporter,

	<i>Report,</i>	
salle Molière, à Paris, par les soins de M. Pindy,		6 •
2 ^e versement des ouvriers fileurs de M. Deschamps (Rouen)		4 •
— de MM. Jullien de Darné- tal,		4 •
— des ouvriers d'Elbeuf,		30 •
— de la corporation des li- thographes de Rouen,		10 •
— des ouvriers relieurs de Paris, par les soins de M. Darel,		11 7
		<hr/>
<i>Total des recettes :</i>	fr. 2027	50

DÉPENSES

Versements :

Il a été versé pendant toute la durée de la grève à 103 ouvriers et ouvrières qui en ont été victimes, les sommes suivantes :

1 ^{er} versement effectué le 26 déc. 1868,	372 50
2 ^e — — — 29 déc. 1868,	610 50
3 ^e — — — 5 janv. 1869,	500 •
4 ^e — — — 8 janv. 1869,	260 •
5 ^e et dernier versement, y compris une avance de 7 fr. 50 à Ferdinand Au- bert,	147 50
	<hr/>
<i>Total des versements,</i>	fr. 1920 50

Nota.— Par crainte de nuire aux intérêts particuliers des grévistes, nous avons cru prudent de ne pas publier leurs noms, qui cependant sont toujours à la disposition des intéressés.

Dépenses diverses

Quatre mains de papier à registre,	2 40
Une boîte de plumes,	1 »
Deux crayons,	» 20
Trois courses en ville pour les circu- laires,	1 »
Impression de trois cents circulaires,	40 »
Frais de distribution desdites circulai- res dans Rouen, Saint-Sever et les environs,	9 00
Course à Monville,	1 »
— à Pavilly,	2 »
— à l'île Lacroix,	» 30
En paquet d'enveloppes,	» 50
Deuxième course à Pavilly,	3 »
Délégation envoyée dans la vallée d'An- delle,	25 »
Papier à lettre,	1 15
Timbres-poste,	1 »
<hr/>	
Total des dépenses diverses	88 15
<hr/>	
Versements,	1920 50
<hr/>	
Dépenses générales,	2008 65

RÉCAPITULATION :

Recettes,	2027 fr. 50 c.
Dépenses diverses et versements,	2008 65
<hr/>	
Reste :	0018 85

Ce reliquat a été partagé entre les dernières victimes de la grève, au nombre de six.

Versements effectués après la fin de la grève :

De Londres, après décision du conseil général de l'Association internatio- nale des Travailleurs, comme pre- mier envoi,	500 »
Des ouvriers d'Elbeuf,	17 »
2 ^e versement des ouvriers relieurs de Paris, par les soins de M. Darel,	30 »
	<hr/>
Total... fr.	547 »

Cette somme, résultat de l'appel fait par le Cercle, n'ayant pu subvenir aux besoins de la grève, celle-ci étant terminée, reste en caisse d'icelui jusqu'à ce qu'un nouvel appel soit fait par les Sociétés correspondantes pour le même motif : ces dernières ayant décidé que toute somme versée pour secourir les victimes d'une grève doit être considérée comme un prêt, et, dans ce cas, remboursée quand besoin l'exige.

A tous les souscripteurs de Paris et des contrées qui environnent Rouen, qui, par leur concours, ont allégé les souffrances des ouvriers et ouvrières de la grève de Sotteville-lès-Rouen.

Chers compagnons de lutte,

Le Cercle d'études économiques de l'arrondissement de Rouen est heureux de pouvoir vous adresser ses sincères remerciements pour le concours empressé que vous avez prêté à nos malheureux camarades de Sotteville-lès-Rouen. Victimes d'un attentat contre les intérêts sacrés de leur existence, représentés par leurs salaires, ils

avaient cru sans organisation aucune pouvoir entreprendre de résister aux exigences du monopole industriel, ainsi que l'expliquent nos comptes-rendus ci-dessus; ils ont appris à leurs dépens que la grève était un instrument de guerre et comme tel ne pouvait être employé qu'à la condition d'être savamment organisé.

Cependant, la lutte que nos frères viennent de soutenir a porté ses fruits, malgré la négation de ses résultats matériels; car, au point de vue moral, elle a montré à tous les ouvriers de nos contrées que le temps de la doctrine reposant sur l'individualisme absolu était passé, et qu'en présence de la concentration exagérée des capitaux il n'y avait pas d'autres moyens de vaincre qu'en fondant la solidarité non-seulement dans la profession, mais en établissant une fédération de corporations s'opposant en masse à la violation criminelle de la plus respectable des propriétés : le *salairé de l'ouvrier*.

Depuis cette mémorable lutte du travail contre le capital, la classe ouvrière de l'arrondissement songe sérieusement à se mettre à l'œuvre, l'empressement que vous avez tous mis, chers compagnons, à accourir au secours des grévistes rouennais a fait ressortir l'importance de la cause que nous défendons tous; encore quelques mois et les victimes de la centralisation financière et industrielle auront fondé très sérieusement la solidarité des intérêts des prolétaires et l'avenir des producteurs sera donc enfin assuré sans craindre aucunement les menaces perpétuelles de la féodalité industrielle de notre époque.

A vous, chers compagnons, revient tout l'honneur de cette éclatante manifestation qui n'avait point encore eu lieu dans la vieille cité normande. Nous vous devons à tous le témoignage le plus énergique de notre profonde reconnaissance.

Recevez, nous vous prions publiquement cette marque de sympathie et de gratitude sincère que le Cercle a l'honneur de vous adresser au nom de la cause qu'il propage et défend parmi les nombreux soldats qui composent la grande armée industrielle qui agite, vivifie et entretient l'existence de nos riches contrées.

Nous croirions manquer à notre devoir si nous n'adressions tout particulièrement un sympathique hommage aux *ouvrières tisseuses* de Rouen et des environs qui ont montré en cette circonstance combien est grand l'esprit de solidarité parmi celles qui savent apprécier que là où le salaire fait défaut, la misère règne en maîtresse, et la famille, privée du nécessaire, ne tarde pas à devenir la proie de l'indignité et de la honte, sous les plus hideuses formes. *Mendicité, prostitution.* En accourant si vite au secours de vos sœurs et de vos frères, vous avez pensé, courageuses ouvrières, à la détresse de la mère de famille qui, sans votre bienfaisant prêt, n'aurait pu satisfaire les indispensables besoins de ses enfants.

Que votre désintéressement soit un exemple et une leçon pour les hommes qui ne cherchent point à relever leur courage, abattu par les stériles combats de la politique, en entrant franchement dans l'arène de la lutte du travail contre le capital, muni du critérium que la science sociale a donné à quiconque veut vivre en travaillant.

Puisse votre noble concours faire réfléchir les tièdes et les animer d'un saint amour de prendre sérieusement en main la défense de leurs enfants, qui demain leur demanderont ce qu'ils auront fait pour assurer leur avenir moral et matériel.

Au nom de la justice de notre cause, le Cercle vous prie de recevoir son cordial salut et l'expression de sa sincère gratitude.

Nous devons aussi aux ouvriers de la Grande-

Bretagne une reconnaissance éternelle, pour les secours qu'ils se préparaient à nous envoyer, les manifestations que les Trades-Union et le Conseil général de l'Internationale des travailleurs ont fait à notre égard démontrent aux incrédules et à nos adversaires qu'il n'y a plus de barrières entre les peuples ; à l'exemple du capital, le travail n'a plus de patrie, la cause est commune dans la défense des opprimés, comme elle est dans l'exploitation. Malheureusement pour cette dernière, son existence est menacée très-sérieusement, car ses victimes savent maintenant, que sans le travail, le capital est une lettre morte, et le temps n'est pas éloigné où contrairement à ce qui se dit aujourd'hui, le travail pourra hardiment dire à son tour à l'oisif : sans mon labeur tu mourrais de faim, tu ne dois ton prestige, qu'à l'ignorance de ceux qui me représentent.

A vous aussi, braves et courageux ouvriers de Manchester, de Liverpool et de Londres, merci de votre généreux concours. A bientôt l'occasion de vous montrer que la reconnaissance est chose familière aux laborieuses populations de la Normandie.

Au nom de la solidarité des ouvriers de tous les pays, le Cercle vous adresse sa cordiale sympathie.

Pour le Cercle d'études économiques de
l'arrondissement de Rouen,

Le Caissier. Le Secrétaire de Correspondance,

P. JULIEN.

E. AUBRY.